



Haute Autorité
pour la transparence
de la vie publique

4^e Rencontre annuelle des référents déontologues de la sphère publique

Vendredi 23 juin 2023
9h – 17h15

Palais du Luxembourg*
15, rue de Vaugirard

La prévention des conflits d'intérêts : un enjeu de sécurisation de l'action publique

Avec la participation du



* Il n'y a pas de possibilité de stationnement au sein du Palais du Luxembourg (parkings Saint-Germain et Saint-Sulpice à proximité).

Programme

La prévention des conflits d'intérêts : un enjeu de sécurisation de l'action publique

- 9h – 9h30 ● Accueil des participants – [salle René Coty](#)
- 9h30 – 10h ● Discours de M. Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique – [salle Médicis](#)
- 10h – 12h ● Table-ronde – [salle Médicis](#)
- Mme Elise Untermaier-Kerléo, maîtresse de conférences HDR à l'Université Jean Moulin Lyon 3, référente déontologue désignée par le centre de gestion du Rhône et de la métropole de Lyon, présidente du comité de déontologie et d'éthique de la Métropole européenne de Lille > Modératrice
 - M. Emmanuel Aubin, professeur agrégé de droit public à l'Université de Tours, référent déontologue de plusieurs centres de gestion de la région Nouvelle-Aquitaine et membre du collège de déontologie du ministère de la culture
 - Mme Véronique Brumeaux, ministre plénipotentiaire, ancienne référente déontologue du ministère de l'Europe et des affaires étrangères
 - M. Jean-Luc Tournier, président du collège de déontologie de l'AP-HM
- 12h – 13h30 ● Déjeuner – [salle René Coty](#)
- 13h45 – 16h15 ● Ateliers :
- Atelier n° 1 – [salle Monory](#)
Le conflit d'intérêts
 - Atelier n° 2 – [salle A67 \(rez-de-chaussée\)](#)
Le conflit d'intérêts
 - Atelier n° 3 – [salle A213 \(2^e étage\)](#)
La mise en place d'outils déontologiques
 - Atelier n° 4 – [salle Médicis](#)
Le rôle du référent déontologue dans le contrôle des mobilités public-privé
 - Atelier n° 5 – [salle A245 \(2^e étage\)](#)
Le rôle du référent déontologue dans le contrôle des mobilités public-privé
- 16h15 – 16h45 ● Restitution des ateliers – [salle Médicis](#)
- 16h45 – 17h ● Message vidéo de M. Arnaud Bazin, président du comité de déontologie du Sénat, à destination des participants – [salle Médicis](#)
- 17h – 17h15 ● Conclusion par M. Didier Migaud, président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique – [salle Médicis](#)

Les ateliers

Thème 1 : le conflit d'intérêts

Ces deux ateliers ont pour objectif d'aider les participants à détecter les situations de conflit d'intérêts, par l'étude de la définition légale du conflit d'intérêts et de la doctrine de la Haute Autorité. Ils doivent également permettre d'identifier les différents risques susceptibles de résulter d'une situation de conflit d'intérêts non traitée, en matière de commande publique notamment ou dans le champ pénal avec l'infraction de prise illégale d'intérêts, et d'identifier les mesures efficaces et proportionnées permettant de prévenir une telle situation.

Atelier n° 1

animé par :

- M. Arthur Tripoz-Ennever, adjoint au directeur juridique et déontologie (HATVP)
- M. Amaury Brandalise, directeur des assemblées, des achats et de la sécurité juridique du département de la Gironde et vice-président de l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF)

Atelier n° 2

animé par :

- Mme Bérénice Faure, responsable du pôle déontologie (HATVP)
- M. Antoine Jocteur-Monrozier, vice-procureur de la République financier, secrétaire général du Parquet national financier (PNF)

Thème 2 : la mise en place d'outils déontologiques

L'application pratique parfois difficile des principes déontologiques par les élus et les agents publics interroge sur les outils mobilisables, indispensables à l'appropriation de la règle. Priorité pour l'ensemble de la sphère publique, la diffusion d'une culture de l'intégrité nécessite la mise en place de dispositifs internes, adaptés à la spécificité de chaque structure, et destinés à prévenir les risques d'ordre déontologique et pénal. Cet atelier a pour objectif de permettre aux participants d'appréhender les différents outils mobilisables (cartographie des risques, déclarations d'intérêts, charte de déontologie, etc.), en recourant à la réalisation de cas pratiques et de mises en situation.

Atelier n° 3

animé par :

- Mme Marie-Charlotte Litou, responsable des études et des partenariats (HATVP)
- Mme Anne Rinnert, responsable nationale « éthique publique » (CNFPT)

Thème 3 : Le rôle du référent déontologue dans le contrôle des mobilités public-privé

En tant qu'interlocuteur privilégié, interne et externe, le référent déontologue occupe une place centrale dans le respect des obligations déontologiques. En outre, ses conseils se doivent d'être concrets et opérationnels face aux problématiques auxquelles les agents publics peuvent être confrontés. Ces deux ateliers permettront aux participants, d'une part, d'appréhender le périmètre d'intervention du référent déontologue dans le contrôle des mobilités public – privé et, d'autre part, de circonscrire son analyse des risques de nature pénale et déontologique au travers de mises en situation.

Atelier n° 4

animé par :

- Mme Marie Perrin, chargée de mission juridique (HATVP)
- M. Olivier Japiot, référent déontologue de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et de l'Autorité nationale des jeux (ANJ)

Atelier n° 5

animé par :

- Mme Laetitia Jeulin, chargée de mission juridique au sein de la direction juridique et déontologie (HATVP)
- M. Jean-Michel Destierdt, responsable du pôle juridique et secrétaire du référent déontologue du centre de gestion de Seine-et-Marne

Liste des participants

- Assemblées parlementaires

- / GICQUEL Jean-Éric, Déontologue de l'Assemblée nationale
- / HUNAUT Michel, Député honoraire et membre honoraire du Conseil de l'Europe
- / PALLEZ Christophe, Ancien déontologue de l'Assemblée nationale
- / VIGOUROUX Marie, Cheffe de la division de la déontologie et du statut du député de l'Assemblée nationale

- Autorités administratives ou publiques indépendantes

- / BELLIARD Edwige, Ancienne déontologue de l'Autorité des marchés financiers (AMF)
- / BERLIOZ Laurent, Déontologue du Haut Conseil du commissariat aux comptes (H3C)
- / CHADELAT Catherine, Référente déontologue de l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM)
- / DORISON Alain, Référent déontologue de l'Autorité de sûreté nucléaire (ANS)
- / DUPONT Xavier, Référent déontologue auprès du Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL)
- / GELLI Robert, Déontologue de la Haute autorité de santé (HAS)
- / JAPIOT Olivier, Référent déontologue de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) et de l'Autorité nationale des jeux (ANJ)
- / LÉVY Gilles-Pierre, Déontologue de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

- Autorités de santé – centres de recherche

- / BARDY Géraldine, Référente déontologue de l'Institut de recherche pour le développement (IRD)

- / FERRE Élise, Juriste en charge de la déontologie au sein de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)
- / LABIDI Imen, Juriste au sein de la direction des affaires juridiques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)
- / LE SAULNIER Carole, Directrice réglementation et déontologie et déontologue sanitaire de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)
- / REIMERINGER Anne-Emmanuelle, Administratrice juriste des affaires déontologiques au sein du service déontologie, éthique et probité de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM)
- / RENARD Bérénice, Directrice des affaires juridiques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)

- Collectivités territoriales – Centres de gestion

- / ADAM Valentine, Conseillère statutaire et référente déontologue du centre de gestion du Pas-de-Calais
- / ALAZARD Nathalie, Conseillère juridique à l'Assemblée des départements de France (AdF)
- / AUBIN Emmanuel, Référent déontologue de plusieurs centres de gestion de la région Nouvelle-Aquitaine, Membre du collège de déontologie du ministère de la culture
- / BANNEX Patrick, Coordinateur du conseil de déontologie des agents de la région des Hauts-de-France
- / BEAUFILS Claude, Référent déontologue des Centres de gestion de l'Ariège, de Haute-Garonne, du Tarn, du Tarn-et-Garonne et de la Lozère
- / BERMIS Adrien, Juriste auprès du collège de déontologie du conseil départemental de la Gironde
- / BESSON Arnaud, Membre du collège référent déontologue de la ville d'Angers et d'Angers Loire Métropole
- / BIROSTE David, Secrétaire général de la commission d'éthique des élus de la région Île-de-France
- / BODART Adrien, Référent déontologue adjoint de la région Bretagne

- / BRANDALISE Amaury, Directeur des assemblées, des achats et de la sécurité juridique du département de la Gironde, Vice-président de l'Association des administrateurs territoriaux de France (AATF)
- / CABON Claudie, Membre de la commission de déontologie des élus de la ville de Brest et de Brest métropole
- / CHAPUS-BERARD Lucie, Référente déontologue des agents de la métropole Aix-Marseille-Provence
- / CHARPENEL Yves, Président de la commission de déontologie du conseil de Paris
- / CHEMIN Bernard, Membre du collège de déontologie du conseil départemental de la Gironde
- / CHICH-BOURGINE Elisabeth, Membre du collège référent déontologue de la ville d'Angers et d'Angers Loire Métropole
- / CLADERA Jérôme, Responsable de la mission inspection générale et déontologie et référent déontologue suppléant de Bordeaux métropole
- / CYTRYNOWICZ Noémie, Référente déontologue du secrétariat général de la ville de Paris
- / DEBOVE Frédéric, Référent déontologue du centre de gestion de la Seine-et-Marne
- / DELCOUR Olivier, Référent déontologue du conseil départemental de la Haute Garonne
- / DESTIERDT Jean-Michel, Responsable du pôle juridique et secrétaire du référent déontologue du centre de gestion de la Seine-et-Marne
- / DEVIDAS Sylvain, Membre du collège de déontologie du département du Gard
- / DURFORT Thierry, Référent déontologue du conseil régional des Pays de la Loire
- / ENDERLIN Sabine, Responsable du pôle statut et carrières au centre de gestion de la Savoie
- / ENGELHARD Claude, Membre du comité de déontologie de la ville de Nice
- / EXPERT Hervé, Déontologue du conseil municipal de la ville de Nice et du conseil de la métropole Nice Côte d'Azur
- / FAGLIN Jacqueline, Référente déontologue des élus et des agents de La Ciotat
- / FERSTENBERT Jacques, Membre du collège de déontologie du centre de gestion de Savoie

- / FOURNET Julie, Référente déontologue du centre de gestion de la Somme
- / GINTRAND Eric, Membre du collège de déontologie du centre de gestion de Savoie
- / GIVRY Sandra, Référente déontologue de la ville de Saint-Nazaire et de Saint-Nazaire agglomération
- / GOULAOUIC Charles, Chargé de vérification au sein de la mission inspection générale et déontologie de Bordeaux Métropole
- / GUERIN Anne, Présidente du collège de déontologie du conseil départemental de la Gironde
- / HEINTZ Mathieu, Référent déontologue de la région Grand Est
- / HENRY-BONNIOT Patrick, Référent déontologue de la région Nouvelle-Aquitaine
- / HERARD Katia, Référente déontologue du centre de gestion de la Vendée
- / HIERNARD Alexandre, Membre du collège de déontologie du département du Gard
- / IBARRA Florence, Membre du collège de déontologie du ministère de la culture
- / JAMES Annabelle, Référente déontologue du département de la Loire-Atlantique
- / LACAZE Emily, Directrice des affaires juridiques, de l'assemblée, de l'audit et de l'évaluation du conseil départemental de l'Oise
- / LACHGUER Dina, Juriste au service des instances de la ville de Lille
- / LAIGNIER Nicolas, Référent déontologue auprès des agents du Conseil régional des Hauts-de-France
- / LASCAUD Morvan, Référent déontologue de la région Bretagne
- / LASSALLE Julie, Référente déontologue du centre de gestion de la Réunion
- / LEBON-BLANCHARD Marie-Françoise, Déontologue centrale de la ville de Paris
- / LE DÉVÉDEC Sandrine, Future référente déontologue du département du Morbihan
- / LEJEUNE Emma, Référente déontologue par intérim de Brest Métropole
- / MARCANGELI Delphine, Assistante de formation du CNFPT référent déontologue de Bordeaux métropole

- / MARTIGNOLES Hélène, Membre du collège de déontologie du département du Gard
- / MULLER Hélène, Conseillère technique au sein de la direction des ressources humaines de la région Hauts-de-France
- / OZCELIK Burhan, Conseiller juridique statutaire au centre de gestion du Pas-de-Calais
- / PASQUET Jean-Marc, Référent déontologue de Bordeaux métropole
- / PELAYO Béatrice, Cheffe de projet de la mission déontologie des élus de la région Sud-Provence-Alpes-Côte d'Azur
- / PELTRIAUX Frédéric, Référent déontologue du département du Cher
- / PETIT Grégoire, Chargé de mission politiques publiques au secrétariat général du conseil régional d'Ile-de-France
- / PITON Tony, Référent déontologue du département des Alpes-Maritimes
- / PONS DE VINCENT Alain, Membre du collège de déontologie de Montpellier, de la métropole et du CCAS
- / POSTIL Elisabeth, Secrétaire générale adjointe de la commission de déontologie du conseil de Paris
- / RAMJAN Shakeel, Chargé de mission au pôle déontologie de la ville de Paris
- / REILLER Jacques, Membre de la commission d'éthique du conseil régional d'Ile-de-France
- / RIBAS-BOURGUIGNON Vanessa, Référente déontologue des agents de la ville de Nice et de la métropole Nice Côte d'Azur
- / RIGAUD Wahlia, Référente déontologue des agents de la région Occitanie
- / RINNERT Anne, responsable nationale « éthique publique » du CNFPT
- / ROUYERE Aude, Membre du collège de déontologie du conseil départemental de la Gironde
- / TERRIEN Gérard, Membre de la commission d'éthique du conseil régional d'Ile-de-France, membre du collège de la HATVP
- / TRAMUTOLO Jean-Pierre, Membre du collège de déontologie du centre de gestion du Var
- / UNTERMAIER-KERLÉO Élise, Référente déontologue désignée par le centre de gestion du Rhône et de la métropole de Lyon, Présidente du comité de déontologie et d'éthique de la Métropole européenne de Lille

- Établissements publics hospitaliers

- / CHEDRU Claire, Cheffe du département du droit des personnels, de la législation du travail et des baux de l'AP-HP
- / AL LGHWEIL Fatma, Juriste au département juridique et conformité des marchés publics du GHT des Yvelines Nord
- / FAUCONNET Félicie, Adjointe à la cheffe du département du droit des personnels, de la législation du travail et des baux de l'AP-HP
- / MEDINI Boumedienne, Coordinateur laïcité et cultes de l'AP-HP
- / TOMÉ Françoise, Présidente du collège de déontologie de l'AP-HP
- / TOURNIER Jean-Luc, Référent déontologue de l'AP-HM
- / VALLEIX Pierre, Référent déontologue du CHU de Limoges

- Juridictions

- / JOCTEUR-MONROZIER Antoine, Vice-procureur de la République financier, Secrétaire général du Parquet national financier
- / LUDET Daniel, Président du collège de déontologie des magistrats de l'ordre judiciaire

- Ministères – Administrations centrales

- / ALEGRE Frédéric, Référent déontologue de la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSi)
- / BAULINET Christophe, Référent déontologue de l'Inspection générale des finances et des ministères économiques et financiers
- / BERLIOZ Marie-Anne, Référente déontologue de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA)
- / BOUDOIRE Frédéric, Analyste risques financiers à la Caisse des dépôts et consignations
- / BOUSQUET Aveline, Chargée de mission auprès du rapporteur général de la commission de déontologie des militaires et référent ministériel déontologue et alerte
- / BOUYEURE Cyril, Référent déontologue du Contrôle général économique et financier

- / BRUMEAUX Véronique, Ancienne référente déontologue du ministère de l'Europe et des affaires étrangères
- / CESCO Pascal, Délégué à la déontologie auprès du Gouverneur de la Banque de France
- / CHEVALIER Pierre, Directeur juridique et fiscal et services associés de la Caisse des dépôts et consignations
- / COUSIN François, Référent déontologue de la Direction générale des finances publiques (DGFIP)
- / DUJOLS Dominique, Membre du collège de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique
- / FELTZ François, Président du collège de déontologie du ministère de la justice
- / GUESDON Martin, Référent déontologue de la direction générale du Trésor
- / INGALL-MONTAGNIER Philippe, Référent déontologue des services de la Première ministre
- / LACABARATS Alain, Vice-président du comité de déontologie des ministères chargés des affaires sociales
- / LE MASSON Alix, Référente déontologue de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC)
- / MARTIN Catherine, Chargée des questions de déontologie au sein du département du cadre statutaire et du dialogue social au sein de la direction générale de l'administration et de la fonction publiques (DGAFP)
- / MONDON-GUILHAUMON Philippe, Secrétaire général de la commission de déontologie des militaires
- / PIERART Odile, Présidente de la commission de déontologie des militaires et membre du collège de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique
- / RICHARD Jacky, Président du collège de déontologie au sein du ministère chargé de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports
- / RIMAUD-GUFFLET Alix, Cheffe du département du cadre statutaire et du dialogue sociale, direction générale de l'administration et de la fonction publiques (DGAFP)
- / ROCHE Bruno, Référent ministériel déontologue et alerte et rapporteur général de la commission déontologie des militaires
- / SCHNEBEL Vincent, Secrétaire rapporteur du référent déontologue de la Direction générale de l'aviation civile (DGAC)

- / SIMON-MICHEL Jean-Hugues, Référent déontologue du ministère de l'Europe et des affaires étrangères
- / TÉTARD Matthieu, Responsable pilotage de la conformité à la Caisse des dépôts et consignations
- / THIBAUT-LECUIVRE Agnès, Référente déontologue de la Direction générale de la police nationale (DGPN)

- Opérateurs

- / BEITZ Agnès, Référente déontologue de la SEMAPA
- / CHEVALLIER Laurence, Directrice de la commande publique et référente déontologue de Paris Habitat
- / DA SILVA Maxime, Directeur juridique de Pariseine
- / DOWLATABADI Anahita, Secrétaire générale de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA)
- / EL BEKRI Nawal, Référente déontologue de la SEMAEST
- / JÉGOU Isabelle, Directrice juridique de la Régie immobilière de Paris
- / MIANOWSKI Adrien, Référent déontologue de l'Office national des forêts (ONF)
- / RACQUE Ombeline, Chargée d'audit et d'évaluation au sein de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir (GPSEA)
- / RIFF Philippe, Référent déontologue de l'office départemental Hérault Sport
- / VEILLERETTE Camille, Directrice adjointe de l'expertise et de l'évaluation de

- Organismes de sécurité sociale

- / BROUCK François-Xavier, Médiateur et déontologue national de la Caisse nationale d'assurance maladie
- / ROSSI Maxime, Déontologue national de la branche du régime général de la sécurité social

- Universités

- / AVRIL Lola, Docteure en sciences politiques et chercheuse associée à l'université de Finlande
- / BOUCARON-NARDETTO Magali, Référente déontologue, laïcité et alerte de l'Université Côte d'Azur
- / MATET Patrick, Président de la commission de déontologie de Sciences Po Paris, membre du collège de la HATVP
- / MINZ-GEDEON Sandra, Référente déontologue de Nantes Université
- / VARGOVCIKOVA Jana, Maîtresse de conférences en science politique, INALCO

Informations et documents pratiques

- Les ressources : guides et rapports



- [Guide déontologique I](#). Manuel à l'usage des responsables publics et des référents déontologues (fiches et outils pratiques)
- [Guide déontologique II](#). Contrôle et prévention des conflits d'intérêts
- [Rapport d'activité 2022](#)
- [Guide du déclarant – déclarations de patrimoine et d'intérêts](#)

- La veille juridique bimensuelle



Retrouvez notre veille des articles de doctrine, des décisions juridictionnelles et de l'actualité gouvernementale et parlementaire sur les domaines d'intérêts de la Haute Autorité.

Inscription sur la liste de diffusion :
veillejuridique@hatvp.fr

- Les délibérations et avis de la Haute Autorité



Retrouvez les délibérations et avis de la Haute Autorité, publiés dans leur intégralité ou sous forme de résumés.

- **Contacts utiles** – Haute Autorité pour la transparence de la vie publique :

Secrétariat de la direction juridique et déontologie :
secretariat.juridique@hatvp.fr

Marie-Charlotte Litou, responsable des études et des partenariats :
01 86 21 94 63
marie-charlotte.litou@hatvp.fr

Alexandre Lesage, chargé de mission juridique et d'études :
01 87 94 00 17
alexandre.lesage@hatvp.fr

Alice Routhier, chargée de mission juridique et d'études :
01 87 04 00 07
alice.routhier@hatvp.fr

Assistance responsables publics :
01 86 21 94 97 (du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h)
adel@hatvp.fr